

Appels urgents à la solidarité avec les manifestant-e-s récemment détenu-e-s en Indonésie

Palang Hitam

août-septembre 2026

Table des matières

31 août 2026	3
Appel de Palang Hitam, 29 août 2026 :	3
Quelques notes à propos des émeutes et de la répression du 27 au 30 août .	3
Appel à mettre la pression sur les organismes d'aide juridique	5

31 août 2026

Ce qui suit est une compilation de 3 textes courts envoyés par Palang Hitam / la Croix noire anarchiste d'Indonésie à l'Assemblée anti-carcérale de Paris & environs, appelant à la solidarité avec plus de 320 compagnon-ne-s détenu-e-s à Jakarta depuis plusieurs jours.

Elle commence par un appel à la solidarité, suivi d'éléments de contexte concernant ce récent soulèvement, et se termine par une demande de faire pression sur des organisations d'aide juridique refusant d'assister les détenu-e-s.

Au vu de la fermeture partielle du nom de domaine noblogs.org, dont tellement de nos compagnon-ne-s dépendent pour relayer ce genre d'appels, nous vous demandons de diffuser cette texte en main propre, par exemple lors de rassemblements anarchistes, par mail ou encore sur des sites qui ne s'appuient pas sur le nom de domaine noblogs.

Les commentaires entre [crochets] viennent de nous.

— Des participant-e-s à l'assemblée anti-carcérale de Paris & environs

Palang Hitam peut être contacté directement par mail : palanghitam [at] riseup.net. Il est aussi possible d'écrire à l'Assemblée anti-carcérale de Paris & environs pour coordonner des actions et événements solidaires, depuis la France, avec les compagnon-ne-s indonésien-ne-s : paname-anticarcerale [at] riseup.net

Appel de Palang Hitam, 29 août 2026 :

Suivant les désordres de cette semaine [qui ont commencé le 27 août], environ 320 compagnon-ne-s sont actuellement détenu-e-s à Porto Metro Jaya [la police régionale responsable de la métropole de la Grande Jakarta]. Pour le moment, seulement un-e avocat-e est de garde.

Nous sommes en train de récolter des fonds de toute urgence et de chercher des avocat-e-s supplémentaires pour fournir l'aide juridique et accompagner les détenu-e-s.

Si vous pouvez fournir un soutien juridique, aider à financer les avocat-e-s ou bien nous mettre en lien avec ceux qui peuvent le faire, contactez-nous.

Pas de discours. Pas de slogans. Faites juste en sorte que les détenu-e-s ne traversent pas cette épreuve seul-e-s.

Pour l'Anarchie.

Quelques notes à propos des émeutes et de la répression du 27 au 30 août

Mesures préventives, le 26 août 2026

[Le 27 août, une importante manifestation nationale se tenait devant le parlement à Jakarta, appelée par plusieurs organisations de la société civile un an après, quasiment jour pour jour, le début du soulèvement de 2025. Pour rappel, en août 2025, ce qui a aussi commencé comme une manifestation devant le parlement est devenu une insurrection dans tout le pays après qu'un véhicule blindé des flics renverse un conducteur de moto-taxi. Ce à quoi les manifestant-e-s ont riposté en s'en prenant aux flics, aux résidences des députés et d'autres bâtiments de l'État. La police a arrêté plus de 3,000 personnes dans les mois suivants.]

Le 26 août 2026, plusieurs personnes sont arrêté-e-s lors d'une tentative d'atténuation de la révolte la veille de la manifestation. Leurs domiciles sont perquisitionnés. Parmi eux, une personne est interrogée à domicile, pendant que deux autres sont amené-e-s à la Polda pour l'interrogatoire, puis relâché-e-s le soir du 27 août 2026.

D'autres mesures préventives ont aussi été prises de façon arbitraire et indiscriminée lors d'une soirée caritative pour récolter de l'aide humanitaire destinée aux victimes du tremblement de terre dans la province de Nusa Tenggara Est [le 15 août, qui a coûté la vie à plus de 100 personnes] à Kalimalang, Bekasi la nuit du 26 août. 65 personnes sont alors amenées à Polda.

Selon les récits de plusieurs personnes, certain-e-s ont subi des tentatives de hacker leurs boîtes mail vérifiées et leurs comptes WhatsApp, apparemment par l'unité cybercriminelle de la police.

Manifestation et Émeutes, 27 Août 2026

Du matin à l'après-midi, la manifestation aux portes de DPR [Dewan Perwakilan Rakyat, ou littéralement le « Conseil représentatif du peuple », qui est l'une des deux chambres qui constituent le parlement en Indonésie] est restée pacifique. Après la dispersion de la manifestation, dans l'après-midi, une grande marche d'étudiant-e-s en direction de DPR a été stoppée par un barrage de police.

De la fin d'après-midi à la soirée, beaucoup de manifestant-e-s encore présent-e-s sur le parcours ont subi la répression de la police. Plus tard dans la nuit, le gouvernement a déployé des organisations de masse et des voyous à leur solde, qui font partie d'un groupe formé par l'État appelé Pam Swakarsa (un groupe paramilitaire formé en 1998 par l'armée indonésienne pour réprimer les actions et manifestations étudiantes). Au moins sept camions transportant ces groupes ont été déployés sous escorte policière.

La situation est devenue tendue quand le groupe Pam Swakarsa a mené une attaque armée contre des manifestant-e-s. Ils se sont défendu-e-s et des affrontements ont eu lieu, accompagnés d'incendies à divers endroits de la rue, de dégâts faits à des bâtiments publics dont des postes de police et des bâtiments du gouvernement autour des zones de confrontation, et des dégâts contre les camions qui transportaient les groupes de Pam Swakarsa.

Les émeutes et affrontements ne pouvaient pas être évités, et ont fait des victimes. Un civil a été tué après avoir été tabassé par des membres des organisations de masse et des voyous payés, tandis que plusieurs autres ont été blessé-e-s, certain-e-s gravement.

La résistance des manifestant-e-s, qui, aux côtés des chauffeur-euses de moto-taxi par application, ont poursuivi des membres des organisations de masse jusqu'à l'après-midi du 28 août 2026.

La situation après les émeutes, 28 août 2026

Les affrontements à Pejompongan (un quartier résidentiel de Jakarta) ont commencé à diminuer et la situation est devenue plus stable aux alentours de l'après-midi. Cependant, d'après des informations que nous avons reçues, des réseaux à la base ont organisé, comme mesure préventive, des patrouilles de sécurité indépendantes et bénévoles dans les coins de Pejompongan où les affrontements ont eu lieu. C'est aussi dans ce quartier que la personne décédée vivait. Les rondes ont été menées en anticipation de possibles attaques par le groupe Pam Swakarsa.

L'esprit de résistance subsiste, 29 août 2026

La solidarité à la base a continué à croître, impliquant différents partis de la société, comme par exemple des groupes de supporters de football. Des manifestant-e-s ont appelé à riposter contre les locaux d'une des organisations de masse qui fait partie du groupe (civil paramilitaire) Pam Swakarsa.

Cependant, la tentative a échoué à cause de limites au sein des manifestant-e-s, et l'absence de repérage et de plans stratégiques par celles et ceux qui comptaient envahir les locaux de l'organisation.

L'organisation a ensuite commencé à mener des campagnes de terreur et d'intimidation contre un-e individu-e, associé-e au compte d'un mouvement populaire de base qui avait appelé à résister et à envahir les locaux de l'organisation.

Arrestations et criminalisation de manifestant-e-s, 30 Août 2026

En plus des arrestations de la nuit du 26 août, dont certaines personnes ont depuis été libérées et d'autres restent détenues à Polda Metro Jaya, il y a eu des arrestations lors de la manifestation du 27 août.

D'après les informations que nous avons reçues, plus de 300 personnes ont été arrêtées en lien avec la manifestation du 27 août.

Appel à mettre la pression sur les organismes d'aide juridique

Nos compagnon-ne-s sur le terrain témoignent que les organismes d'aide juridique – dont LBH [l'institut d'aide juridique de Jakarta, une ONG qui fournit de l'aide juridique aux personnes pauvres, illettrées et/ou appartenant à des minorités opprimées depuis 1969, qui est aussi impliquée dans le fait de mener des actions juridiques « pour la justice sociale » et « politiquement controversées/chargées » dans l'optique de changer des lois et réglementations] et YLBHI [la fondation indonésienne d'aide juridique, qui gère différentes branches de LBH à travers le pays et est engagé pour les droits humains] – se montrent réticentes à activement représenter les personnes arrêtées lors des manifestations qui sont étiquetées comme « anarchistes », sauf si celles-ci sont déjà des militant-e-s connus-e-s ou populaires sur les réseaux sociaux.

C'est particulièrement préoccupant compte-tenu du fait que ces organismes sont financés par des ressources publiques et, dans certains cas, des donateurs internationaux. Si on leur confie des ressources pour défendre l'accès à la justice et aux droits humains, cette responsabilité ne devrait pas disparaître quand les détenu-e-s sont impopulaires, politiquement gênant-e-s, ou ne disposent pas de visibilité publique.

Nous demandons à nos ami-e-s et compagnon-ne-s hors de l'Indonésie de contacter LBH et YLBHI pour leur mettre la pression afin qu'ils fournissent une aide juridique immédiate aux 300+ personnes actuellement détenues à Polda Metro Jaya.

La situation est urgente : d'après les informations sur place, un seul avocat est actuellement présent pour défendre et accompagner des centaines de détenu-e-s.

La justice ne doit pas dépendre de qui buzze sur les réseaux sociaux. Ils devraient agir maintenant – et non pas seulement après que les détenu-e-s fassent les grands titres.

LBH. Jakarta :
keluhsaran@bantuanhukum.or.id
Legal Aid Institute (LBH) Jakarta
Jl. Pangeran Diponegoro No.74, RT.9/RW.2, Pegangsaan, Kec. Menteng, Kota

Jakarta Pusat, Daerah Khusus Ibukota Jakarta 1032
Numéro de téléphone : (021) 3145518

YLBHI :
Jl. Pangeran Diponegoro No.74, RT.2/RW.6, Kenari, Kec. Menteng, Kota
Jakarta Pusat
Numéro de téléphone : (021) 3929840



*Bibliothèque
anarchiste*

Palang Hitam
Appels urgents à la solidarité avec les manifestant-e-s récemment détenu-e-s en
Indonésie
août-septembre 2026

extrait le 11 octobre 2026 de *Paris-luttes*
Le titre a été modifié en 'Appels urgents' étant donné qu'il s'agit de plusieurs appels
compilés par l'Assemblée anti-carcérale et Paris-luttes.

bibliotheque-anarchiste.com